

**RETURN BIDS TO:****RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT / CE DOCUMENT COMPORTE
UNE EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ.

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Special Projects/Projets Spéciaux

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage/, Phase III

Floor 10C1/Étage 10C1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

| | |
|--|---|
| Title - Sujet RELOCATION ASSISTANCE - CAF | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation W6369-150002/A | Amendment No. - N° modif. 004 |
| Client Reference No. - N° de référence du client W6369-150002 | Date 2016-04-01 |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZL-106-29862 | |
| File No. - N° de dossier 106zl.W6369-150002 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-04-15 | |
| Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT | |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Sanford, Gordon | Buyer Id - Id de l'acheteur 106zl |
| Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-4291 () | FAX No. - N° de FAX () - |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

Invitation W6369-150002/A

Modification 004

Cette modification à l'invitation a été soulevée afin de:

1. Fournir les réponses aux questions relatives à l'invitation tel que détaillé à la section A, et
2. Modifier l'invitation tel que détaillé à la section B.

SECTION A: QUESTIONS ET RÉPONSES

| Numéro | Question | Numéro | Réponse |
|--------|--|--------|--|
| Q95 | Annexe A, 4.1.10 ix, Conclure et gérer des marchés de sous-traitance avec les FST. Les FST doivent-ils se soumettre aux mêmes vérifications de sécurité que le personnel de l'entrepreneur : p. ex. vérification du casier judiciaire, comme indiqué au paragraphe 7.6 de l'article 22, Exigences relatives à la sécurité (entrepreneurs étrangers)? | R95 | Il incombe à l'entrepreneur de déterminer si une vérification de sécurité est requise pour ses fournisseurs de services tiers, car les Forces armées canadiennes ne sont pas partie prenante des contrats de sous-traitance avec ces derniers. Une clause stipulant que le Canada n'est pas partie prenante des contrats de sous-traitance avec les fournisseurs de services tiers sera ajoutée à l'article 4.1.10 de l'énoncé des besoins. Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications à l'appel d'offres. |
| Q96 | En ce qui concerne la liste des FST qui sera fournie par les FAC au soumissionnaire retenu : l'entrepreneur sera-t-il tenu de s'assurer que tous ces fournisseurs tiers concluent un contrat de sous-traitance? Il se peut que les paramètres du contrat actuel ne soient pas les mêmes que ceux du précédent ou que les fournisseurs aient des engagements auprès de l'entrepreneur titulaire des FAC. Dans une telle situation, le nouvel entrepreneur serait-il en mesure de changer certains fournisseurs de la liste des FST afin de satisfaire aux exigences du contrat? | R96 | Le répertoire des fournisseurs de services tiers sera mis à la disposition du soumissionnaire retenu afin de faciliter l'établissement de son propre répertoire, qui sera utilisé tout au long du contrat. L'utilisation du répertoire de fournisseurs de services tiers sera à la discrétion du soumissionnaire retenu. |

| | | | |
|-----|--|-----|--|
| Q97 | <p>Critères C1 et C2 de la page 31 : Les politiques internes de nombreux clients de services de réinstallation interdisent à leurs entrepreneurs de les citer à titre de référence. Cela est particulièrement vrai dans le cas des clients gouvernementaux et des sociétés d'État. Les volumes traités peuvent tout de même figurer dans l'expérience de l'entrepreneur, mais le gestionnaire du programme de réinstallation du client ne peut pas fournir de référence (même s'il le voulait). Dans certains cas, l'entrepreneur est même tenu par contrat de ne révéler à aucun tiers qu'il a obtenu un marché. Cela désavantage considérablement tout proposant dont les principaux clients ont adopté ce type de politique. Le proposant n'a alors pas la capacité de fournir la preuve des volumes qu'il a traités. Les FAC devraient séparer l'exigence relative aux références de celle portant sur les volumes, car les principaux clients de nombreux entrepreneurs ne permettent pas qu'on les cite à titre de référence. L'exigence, telle qu'elle est formulée actuellement, est anticoncurrentielle et favorise l'entrepreneur titulaire.</p> | R97 | <p>Consultez la réponse 94 de la modification 003.</p> |
| Q98 | <p>Page 29 de 167 – Évaluation technique 1.1 O2 – indique que le soumissionnaire doit avoir fourni à des clients des services de réinstallation dans le cadre d'au moins 25 déménagements internationaux, etc. Le soumissionnaire doit fournir une référence pour chacun de ses clients externes à l'appui de son expérience. Le gouvernement veut-il une référence pour chaque client international que nous comptons?</p> | R98 | <p>Consultez la réponse 94 de la modification 003.</p> |
| Q99 | <p>Page 31 de 167 – 1.2 Critères techniques cotés par points – C1- Volume – Le gouvernement veut-il que chacun de nos clients fournisse une</p> | R99 | <p>Consultez la réponse 94 de la modification 003.</p> |

| | | | |
|------|--|------|--|
| | référence à l'appui du volume allégué? Nous comptons plus de 500 clients. | | |
| Q100 | Page 31, 1.2 Critères techniques cotés par points – C2 – Gestionnaire de prestation du programme (GPP). Les exigences en matière de d'expérience du personnel excluent tous les soumissionnaires à l'exception du titulaire. Les volumes moyens par client des sociétés canadiennes s'élèvent à 20. Les clients (non gouvernementaux) les plus importants au Canada sont généralement les banques et les sociétés pétrolières et gazières. Le plus grand volume jamais eu pour le pétrole et le gaz était de 1 000. | R100 | Le Canada modifiera le guide de cotation du critère C2 afin de supprimer « plus de trois comptes » et d'ajouter « au cours des trois dernières années civiles (2013, 2014, 2015) » à chaque paragraphe décrivant la répartition des points (50 points, 40 points, 30 points). Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications à l'appel d'offres |
| Q101 | Page 44 de 167. Partie 6 : Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences- 6.1(a) (iii)- le soumissionnaire devrait fournir le nom de toutes les ressources qui doivent avoir accès à des renseignements, à des biens classifiés ou protégés ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé. Le gouvernement peut-il fournir des informations sur ce qu'il entend par « classifié », « protégé » ou « accès réglementé »? Il se peut que le soumissionnaire n'ait pas choisi et embauché toutes ses ressources à la date à laquelle il présente le formulaire de soumission. | R101 | Tous les renseignements recueillis sont de niveau Protégé A. Le Canada reconnaît que les noms des personnes, à l'exception du nom du gestionnaire de prestation du programme, pourraient ne pas être connus à la clôture de l'appel d'offres. Le soumissionnaire devrait toutefois entreprendre le processus de sécurité le plus tôt possible. |
| Q102 | Page 162, Formulaire 2 – Formulaire de déclaration Loi sur la concurrence #47- À la suite de la poursuite d'Envoy contre le gouvernement, le titulaire serait-il exclu de l'appel d'offres puisque le processus a été jugé injuste? | R102 | À l'heure actuelle, le Canada ne connaît aucune raison pouvant empêcher le titulaire de soumissionner. |
| Q103 | Page 34 de 167, Pièce jointe 1 de la partie 4, section 1.2, critère n° C4, Gestion financière. Enjeu : Les instructions pour la préparation des soumissions renvoient à trois sous-sections de l'Énoncé des besoins qui n'ont aucun lien évident avec la gestion financière : 5.1.4, 5.1.7, | R103 | Le soumissionnaire devrait démontrer que ses processus de gestion financière respectent les exigences énoncées aux sous-sections 5.1.4, 5.1.7, 5.1.10. 5.1.4 b. [V]oir à ce que tous les documents soient désignés, |

| | | | |
|------|---|------|--|
| | <p>et 5.1.10. Question : Pourriez-vous supprimer ces trois sous-sections de l'Énoncé des besoins de l'exigence, ou préciser les raisons pour lesquels elles sont incluses?</p> | | <p>communicables et repérables par le numéro d'autorisation de déménagement assigné par les FAC[.] Cette exigence doit être respectée dans le cadre du processus de gestion financière.</p> <p>5.1.7 b. [L]e détail sur les indemnités, les dispositions, les services et les contraintes applicables du PR des FAC, y compris la préparation des états des frais de réinstallation, du récapitulatif des dépenses et des demandes finales de remboursement[.]</p> <p>5.1.10 Évaluation préliminaire de réinstallation [...] Cette sous-section sera supprimée des Instructions pour la préparation des soumissions du critère C4.</p> <p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications à l'appel d'offres.</p> |
| Q104 | <p>46 de 167, 7.1b), Besoin.</p> <p>Enjeu : La clause 7.1b), Besoin, de la demande de propositions précise ce qui suit : « <i>Les données canadiennes doivent être conservées dans des bases de données situées au Canada ou aux États-Unis</i> ».</p> <p>Cependant, le risque d'atteinte à la sécurité des renseignements dans les bases de données situées aux États-Unis est élevé. Le <i>commissaire à la protection de la vie privée</i> et le <i>commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de la Colombie-Britannique</i> ont conclu que les renseignements personnels canadiens détenus aux États-Unis ou par des entités situées aux États-Unis risquent d'être saisis par des organismes d'application de la loi américains en vertu de la <i>Patriot Act</i>, du décret-loi 12333 des États-Unis, de la <i>FISA Amendments Act of 2008</i>, et des</p> | R104 | <p>Le Canada a déterminé que les exigences concernant l'emplacement des données décrites dans la demande de propositions demeuraient inchangées.</p> |

| | | | |
|--|--|--|--|
| | <p>décisions rendues par les tribunaux en vertu de la <i>Foreign Intelligence Surveillance Act</i>, notamment.</p> <p>De plus, cette exigence ne cadre pas avec les lois provinciales existantes en matière de protection des renseignements personnels, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none">• La <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> de la Colombie-Britannique et la <i>Personal Information International Disclosure Protection Act</i> de la Nouvelle-Écosse interdisent aux organismes publics de stocker des renseignements personnels dans leurs locaux situés à l'extérieur du Canada.• La <i>Personal Information Protection Act</i> de l'Alberta interdit la divulgation volontaire de renseignements personnels en réponse à une assignation à témoigner, à un mandat ou à une ordonnance émis par une personne ou un organisme n'ayant pas la compétence requise en Alberta pour imposer la production de renseignements ou ne pouvant pas soumissionner en Alberta en vertu d'une règle de procédure. <p>Les renseignements personnels de nature délicate qui se rapportent aux membres des FAC ou à leur famille doivent être protégés, mais nous estimons que, si cette exigence n'est pas modifiée, le Canada place l'entrepreneur dans une situation où il risque fortement d'enfreindre les lois provinciales en matière protection des renseignements personnels et d'être l'objet d'actions intentées par des membres des FAC qui vivent dans ces provinces.</p> <p>Question : Pour protéger les employés de l'entrepreneur et du Canada, le Canada pourrait-il modifier l'exigence de manière qu'elle se lise comme suit :</p> <p>« <i>Les données canadiennes doivent être</i></p> | | |
|--|--|--|--|

| | | | |
|------|---|------|---|
| | <i>conservées dans des bases de données situées <u>au</u> Canada »?</i> | | |
| Q105 | <p>Page 70, Annexe A, 1.6, Documents applicables.</p> <p>Enjeu : La section 1.6 de l'Énoncé des besoins indique ce qui suit : « <i>La liste qui suit énumère les documents applicables et à jour [...] et doivent être utilisés pour l'administration générale et la prestation de tous les services de réinstallation.</i> » Le point I mentionne des lignes directrices et instructions en matière de gestion de la sécurité des TI du CSTC, dont le document ITSG-33 – La gestion des risques liés à la sécurité des TI : Une méthode axée sur le cycle de vie à titre de référence.</p> <p>Le document ITSG-33 prescrit un processus de gestion des risques continu qui prévoit un ensemble d'activités intégrées dans le programme de sécurité d'une organisation ainsi que dans le cycle de vie du développement de systèmes d'un projet de TI. Au niveau organisationnel, il s'agit des activités à intégrer dans le programme de sécurité d'une organisation pour planifier, gérer, évaluer et améliorer la gestion des risques liés à la sécurité des TI auxquels l'organisation fait face. Au niveau du système d'information, il s'agit des activités à intégrer au cycle de vie d'un système d'information pour répondre aux besoins en matière de sécurité de la TI durant les activités opérationnelles prises en charge, mettre en œuvre les contrôles de sécurité appropriés et veiller à ce qu'ils fonctionnent comme prévu, et évaluer le rendement continu des contrôles de sécurité, établir des rapports à cet égard et résoudre tout problème ciblé. L'Annexe C – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité indique que les renseignements protégés seront de niveau PROTÉGÉ A; cependant, la demande de propositions ne précise pas</p> | R105 | <p>a) Oui, le Système de suivi des dépenses pour la gestion de l'information devrait être décrit dans le document ITSG-33 – Annexe 4 – Profil 2 (Protégé A/Intégrité faible/Disponibilité moyenne).</p> <p>b) Sans objet.</p> |

| | | | |
|------|--|------|--|
| | <p>le niveau de préjudice pour ce qui est de l'intégrité ou de la disponibilité, ce qui est nécessaire pour la sélection d'un profil de contrôle de sécurité de base dans le document ITSG-33.</p> <p>Questions :</p> <p>(a) Le Canada peut-il confirmer que le profil de contrôle de sécurité de base pertinent qui sera appliqué au Système de suivi des dépenses pour la gestion de l'information est celui indiqué dans le document ITSG-33 – Annexe 4 – Profil 2 (Protégé A/Intégrité faible/Disponibilité moyenne)?</p> <p>(b) Si le Canada accepte de modifier l'exigence de sécurité concernant le traitement, le stockage et la protection des renseignements de niveau PROTÉGÉ B, peut-il confirmer que le profil de contrôle de sécurité de base pertinent qui sera appliqué au Système de suivi des dépenses pour la gestion de l'information est celui indiqué dans le document ITSG-33 – Annexe 4 – Profil 1 (Protégé B/Intégrité moyenne/Disponibilité moyenne)?</p> | | |
| Q106 | <p>Page 70, Annexe A, 1.6, Documents applicables.</p> <p>Enjeu : La section 1.6 de l'Annexe A, Énoncé des besoins, indique ce qui suit : « <i>La liste qui suit énumère les documents applicables et à jour [...] et doivent être utilisés pour l'administration générale et la prestation de tous les services de réinstallation.</i> » Le point I mentionne des lignes directrices et instructions en matière de gestion de la sécurité des TI du CSTC, dont le Guide sur l'authentification des utilisateurs pour les systèmes TI à titre de référence.</p> <p>Question : Le Canada peut-il confirmer que le niveau de robustesse d'authentification exigé pour le Système de suivi des dépenses pour la gestion de l'information correspond au niveau 2 indiqué dans le Guide du CSTC?</p> | R106 | <p>Oui. Le niveau de robustesse d'authentification exigé pour le Système de suivi des dépenses pour la gestion de l'information correspond au niveau 2 indiqué dans le Guide du Centre de la sécurité des télécommunications Canada.</p> |

| | | | |
|------|--|------|---|
| Q107 | <p>Page 76, Annexe A, 4.1.6, Exercice de simulation – Bureau modèle.</p> <p>Enjeu : La section 4.1.6d) de l'Annexe A – Énoncé des besoins indique ce qui suit : « l'entrepreneur doit effectuer une évaluation de la menace et des risques (EMR) des systèmes et des services du SSDGI avant la date d'entrée en vigueur des services ».</p> <p>Question : Le Canada peut-il confirmer la méthode qui sera utilisée pour l'évaluation de la menace et des risques?</p> | R107 | <p>La méthode recommandée pour une évaluation de la menace et des risques serait celle exposée dans la Méthodologie harmonisée d'évaluation des menaces et des risques d'octobre 2007 (https://www.cse-cst.gc.ca/en/system/files/pdf_documents/tra-emr-1-f.pdf) ou le Guide de gestion intégrée du risque du Conseil du Trésor (http://www.tbs-sct.gc.ca/hgw-cgf/pol/rm-gr/girm-ggir/girm-ggirtb-fra.asp).</p> <p>Les liens ci-dessus seront ajoutés à la section 1.6 de l'énoncé des besoins.</p> <p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications à l'appel d'offres.</p> |
| Q108 | <p>Page 79, Annexe A, 4.1.10, Agent immobilier.</p> <p>Enjeu : La demande de propositions ne précise pas les services requis d'un agent immobilier. Les services immobiliers fournis par les courtiers en immeubles ont récemment changé au Canada. Par conséquent, certains courtiers ont établi des bureaux virtuels et n'offrent que des services de base, tandis que d'autres proposent des options de service complet plus traditionnelles. Pour que les soumissionnaires déterminent le prix des travaux de manière adéquate, il importe qu'ils comprennent le niveau de service requis pour les membres des FAC.</p> <p>Question : Le Canada pourrait-il expliquer les services que les agents immobiliers sont tenus de fournir conformément à la demande de propositions pour le Programme de réinstallation des FAC?</p> | R108 | <p>Les exigences concernant le niveau de service minimal assuré par les fournisseurs de services tiers sont décrites à la sous-section 4.1.10 d.</p> |

| | | | |
|------|--|------|---|
| Q109 | <p>Page 153, Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité.</p> <p>Enjeu : La demande de propositions indique que les renseignements personnels à recueillir sont considérés comme des renseignements PROTÉGÉ A. Il semble qu'une infraction à la confidentialité, à l'intégrité ou à la disponibilité des renseignements pourrait entraîner des répercussions touchant davantage que les renseignements Protégé A, selon les facteurs suivants :</p> <p>a) les renseignements personnels à recueillir contiennent plusieurs identifiants uniques : nom, numéro d'autorisation de voyage, numéro d'identification du voyageur, etc.;</p> <p>b) les renseignements personnels à recueillir sur les membres qui ne font pas partie des FAC, le conjoint et les personnes à charge pourraient viser des mineurs;</p> <p>c) les métadonnées pourraient révéler des détails de la vie personnelle, des relations et des finances des membres des FAC;</p> <p>d) le regroupement des données pourrait augmenter les risques associés à une infraction;</p> <p>e) la méthode d'évaluation des risques du gouvernement du Canada (Méthodologie harmonisée d'évaluation des menaces et des risques) prévoit une hausse des risques lorsqu'il y a une possibilité d'incidence généralisée. Comme le soumissionnaire doit traiter des renseignements concernant plus de 13 000 membres des FAC, une infraction pourrait avoir une incidence à grande échelle.</p> <p>Question : Le Canada envisagerait-il de modifier la demande de propositions afin d'exiger que les soumissionnaires aient la capacité de traiter, de stocker et de protéger les renseignements PROTÉGÉ B?</p> | R109 | <p>a) Tous les renseignements recueillis par l'entrepreneur sont considérés de niveau Protégé A.</p> <p>b) Les renseignements recueillis sur le conjoint ou les personnes à charge sont considérés de niveau Protégé A.</p> <p>c) L'entrepreneur ne collectera aucun renseignement sur le grade des membres, leur numéro matricule, leurs renseignements bancaires, etc.</p> <p>d) Le risque lié au regroupement des données ne peut s'élever qu'au niveau de l'élément le plus élevé – dans le cas de la présente demande de propositions, le niveau global le plus élevé serait Protégé A.</p> <p>e) Le Canada ne modifiera pas l'énoncé des besoins afin d'exiger que les soumissionnaires aient la capacité de traiter, de stocker et de protéger les renseignements Protégé B.</p> |
|------|--|------|---|

| | | | |
|------|--|------|---|
| Q110 | <p>Page 20, Modification 001, R49.</p> <p>Enjeu : Selon la réponse 49 de la modification 001, le Canada prévoit que la carte de réinstallation constituera un outil permettant de simplifier le transfert de fonds entre un membre et le Canada et inversement.</p> <p>Question : Pourquoi le Canada ne demande-t-il pas des transferts de fonds électroniques directement dans le compte privilégié du membre des FAC plutôt que d'utiliser une carte de réinstallation? Cette façon de faire serait plus simple et générerait d'importantes économies de coûts pour le Canada.</p> | R110 | <p>Le Canada a déterminé que l'entrepreneur ne recueillera pas les renseignements bancaires des membres des Forces armées canadiennes dans le cadre du modèle de prestation de services prévu dans la demande de propositions.</p> |
| Q111 | <p>Page 16, point (viii), Coordonnées des clients cités en référence.</p> <p>Question : Quel niveau de sécurité détiendra le personnel du gouvernement qui communiquera par courriel avec nos clients cités en référence et qui examinera celui-ci?</p> | R111 | <p>Au minimum, tous les membres du personnel devront posséder une cote de fiabilité.</p> |
| Q112 | <p>Annexe A – Énoncé des besoins, 5.1.2.a, Carte de réinstallation avec solde dégressif (page 93)</p> <p>a) Quel pourcentage du solde de la carte de réinstallation sera mis à disposition du membre des FAC sous forme d'avance de fonds?</p> <p>b) L'entrepreneur sera-t-il en mesure de limiter le solde en espèces accessible au membre des FAC?</p> <p>c) Les FAC prévoient-elles que la carte de réinstallation servira à payer la commission de courtage, les avances de mise de fonds, les honoraires d'avocats, les frais d'inspection, les frais d'évaluation et les frais du représentant des services à destination, entre autres frais?</p> | R112 | <p>a) Le solde d'une carte de réinstallation peut être utilisé comme avance de fonds.</p> <p>b) L'entrepreneur ne sera pas en mesure d'imposer des limites sur la carte. L'entrepreneur pourra uniquement charger la carte en fonction de l'estimation des dépenses, conformément au Programme de réinstallation intégrée des Forces canadiennes.</p> <p>c) Tous les frais des fournisseurs de services tiers seront payés par le membre à l'aide des fonds chargés sur la carte de réinstallation. Consultez la réponse 49 de la modification 001.</p> |
| Q113 | <p>En ce qui a trait aux critères obligatoires et cotés :</p> | R113 | <p>Le Canada ne peut effectuer une évaluation préalable de la proposition d'un soumissionnaire; cependant, selon notre</p> |

| | | | |
|------|---|------|--|
| | <p>a) Les FAC accorderont-elles des crédits aux entrepreneurs pour les dossiers de gestion immobilière?</p> <p>b) Les FAC accorderont-elles des crédits aux entrepreneurs pour les dossiers de gestion des déménagements?</p> <p>c) Les FAC accorderont-elles des crédits aux entrepreneurs pour les dossiers d'évaluation domiciliaire ou d'opinion sur la valeur?</p> | | <p>compréhension des fichiers de gestion immobilière et de gestion des déménagements :</p> <p>a), b) et c) : Les volumes seront reconnus pour ce qui est des critères obligatoires.</p> <p>a), b) et c) : Les volumes ne seront reconnus pour les critères cotés que si l'expérience répond aux exigences décrites.</p> |
| Q114 | <p>Annexe A – Énoncé des besoins, proposition financière</p> <p>Question : Les FAC payent-elles à l'entrepreneur des frais d'administration distincts pour les dossiers de vente de résidence, d'acquisition de résidence et de gestion des dépenses?</p> | R114 | <p>Non, conformément à la section 1 de l'Annexe B, les Forces armées canadiennes paieront les frais d'administration fermes tout compris.</p> |
| Q115 | <p>Page 55, point 7.10.b), Limitation des dépenses</p> <p>Dans cette clause, il est question d'une somme correspondant à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur. Toutefois, cette somme n'est pas indiquée. Le Canada peut-il expliquer la façon dont il calculera celle-ci et indiquer si elle s'applique aux frais des fournisseurs de services tiers (FST) ou uniquement aux frais d'administration?</p> | R115 | <p>Ce montant correspond au volume estimatif des réinstallations des Forces armées canadiennes durant la période du contrat initial, multiplié par les frais d'administration fermes tout compris de l'entrepreneur. Ce montant ne sera connu que lorsque les propositions auront été évaluées et que le soumissionnaire retenu sera déterminé.</p> |
| Q116 | <p>En ce qui a trait à la question et réponse n° 9 :</p> <p>Si l'entrepreneur est en mesure de verser des fonds sur la carte de réinstallation jusqu'à 21 jours à l'avance, en aucun cas un jour férié ne devrait empêcher un tel versement pendant deux jours. Le Canada prévoit-il permettre à l'entrepreneur d'accéder aux fonds à verser sur la carte de réinstallation jusqu'à 21 jours à l'avance, comme le stipule le point 5.1.17b de l'énoncé des besoins?</p> | R116 | <p>Oui, l'entrepreneur aura accès aux fonds pour charger les cartes en tout temps, mais pas plus de 21 jours avant le versement conformément à la politique du Programme de réinstallation intégrée des Forces canadiennes.</p> <p>Comme l'indique la section 5.1.17 de l'énoncé des besoins, le Canada finance le chargement des cartes de façon continue et, selon la section 5.1.2, l'entrepreneur est responsable des frais d'intérêts</p> |

| | | | |
|------|---|------|--|
| | | | couvrant jusqu'à deux jours ouvrables ayant été facturés par l'institution financière. Les frais d'intérêts au-delà de ces deux jours doivent être assumés par les Forces armées canadiennes. |
| Q117 | Si un soumissionnaire propose un gestionnaire de prestation du programme (GPP) qui travaille actuellement dans une autre entreprise, ce dernier pourrait ne pas être en mesure de fournir des références, puisqu'il s'agirait de clients de son employeur actuel. Les FAC accepteraient-elles ce GPP même si les références ne pouvaient être fournies qu'après l'attribution du contrat (au moment où le GPP est embauché par le soumissionnaire retenu)? Envisageraient-elles d'accepter une déclaration signée de ce GPP attestant la véracité de l'expérience présentée? Dans sa forme actuelle, l'exigence favorise grandement l'entrepreneur titulaire, qui aura déjà son GPP en place et pourra présenter des références des clients de son employeur actuel. | R117 | Le Canada confirme qu'il doit être en mesure de valider l'expérience des gestionnaires de prestation du programme à l'aide des références décrites dans le critère C3. |
| Q118 | Si un titulaire présente plusieurs choix de GPP aux CAF dans sa soumission, comment sera évaluée l'expérience des GPP proposés? En fonction du meilleur candidat? Du pire? D'une moyenne? Si le meilleur candidat ne peut fournir de références, les FAC retiendront-elles le candidat classé au deuxième rang? | R118 | Selon les critères O3 et C2, le soumissionnaire doit fournir le nom et les renseignements demandés pour un gestionnaire de prestation du programme. |
| Q119 | À propos de la Pièce jointe 1 de la Partie 4 de la demande de propositions, paragraphe 1.2, critères cotés C2 (Gestionnaire de prestation du programme, page 31) et C3 (Gestion de la phase de mise en œuvre, page 32) En tant qu'entrepreneur titulaire, Brookfield a consacré les 20 dernières années à fournir des services au Canada en vertu du contrat relatif au Programme de réinstallation intégré | R119 | Pour ce qui est du critère C2, la question 100 a entraîné la suppression de la notion de « compte », et l'expérience est fondée sur le nombre de réinstallations. Comme il est indiqué dans la réponse 19 de la modification 001 relative au critère C3, le contrat |

| | | | |
|--|---|--|--|
| | <p>(PRI). Par conséquent, nous disposons de ressources qui ont consacré toute leur carrière à la prestation des services stipulés dans ce contrat d'envergure.</p> <p>À la lumière des réponses données à des questions précédentes, nous croyons comprendre que le Canada a l'intention de « diminuer les obstacles et d'accepter de nouveaux soumissionnaires potentiels ». Toutefois, il ne faut pas faire une telle chose au détriment des autres soumissionnaires, notamment de l'entrepreneur titulaire.</p> <p>On pense notamment aux critères C2 et C3 modifiés, qui désavantageront tous les soumissionnaires. Cependant, le titulaire sera particulièrement pénalisé : bien qu'il ait réalisé d'importantes réinstallations distinctes pour différents groupes, il n'a effectué ces travaux qu'au titre d'un ou de deux contrats.</p> <p>Il faudrait que ces critères permettent de bien tenir compte de l'expérience considérable que Brookfield a acquise en gérant les quatre groupes d'utilisateurs visés par le contrat relatif au PRI. Ce n'est cependant pas le cas; on écarte et on sous-estime largement cette expérience en la regroupant sous la forme de « comptes » ou de « mises sur pied ». On semble cibler Brookfield dans ces critères. En effet, bien que l'entrepreneur titulaire gère et exécute depuis longtemps des réinstallations pour quatre groupes clients ayant chacun des besoins propres dans le cadre du contrat relatif au PRI, il ne sera pas en mesure de faire reconnaître ces quatre clients comme quatre comptes distincts.</p> <p>Les critères actuels font une distinction superficielle qui ne concorde pas avec les dispositions du contrat en vigueur. En effet, dans les réponses 17 et 19 de la modification 001, on établit entre les</p> | | <p>actuel lié au Programme de réinstallation représenterait une mise en œuvre/mise sur pied.</p> <p>Chaque contrat de réinstallation valide serait considéré comme une mise en œuvre/mise sur pied..</p> |
|--|---|--|--|

| | | | |
|--|---|--|--|
| | <p>termes « compte », « mise sur pied » et « contrat » une équivalence qui ne correspond pas à la réalité du contrat relatif : ni les mises sur pied initiales ni la prestation continue de services.</p> <p>Le Canada convient qu'il existe « quatre groupes distincts » visés par le PRI. Cependant, il suggère également de traiter tous les comptes comme un seul contrat, ce qui a été décidé, selon nous, par souci de commodité administrative. Ce faisant, le Canada ne reconnaît pas vraiment les grandes particularités des groupes. Par exemple, la mise sur pied des quatre groupes d'utilisateurs (membres des FAC, nouveaux employés du GC, employés du GC et membres de la GRC) et des trois groupes clients (FAC, GC et GRC) présente de nombreuses différences :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Infrastructure : Équiper les installations sur place dans les bases des FAC afin de fournir des services aux membres des Forces ou obtenir et équiper les installations fournies par Brookfield afin de fournir des services aux nouveaux employés du GC, aux employés du GC et aux membres de la GRC, plutôt que de mettre sur pied un seul ensemble (ou même un seul type) d'installations pour toute la durée du contrat. b. Processus : Préparer des instructions de travail reflétant les quatre différentes politiques, plutôt qu'un seul ensemble destiné à tout le personnel. c. Système et technologie : <ul style="list-style-type: none"> i. Développer quatre sites Web distincts et sécurisés adaptés aux quatre groupes d'utilisateurs, plutôt qu'un seul. ii. Programmer quatre ensembles d'outils automatisés permettant de mettre en œuvre les quatre politiques avec exactitude, avec | | |
|--|---|--|--|

| | | | |
|--|---|--|--|
| | <p>leurs différents avantages sociaux et versements, plutôt qu'un seul ensemble.</p> <p>iii. Conformément aux exigences contractuelles, séparer les données des groupes clients et garantir un accès distinct à leurs représentants autorisés respectifs, plutôt que créer un seul dépôt regroupant toutes les données contractuelles et un point d'accès unique pour tous les représentants autorisés.</p> <p>Par ailleurs, les quatre groupes d'utilisateurs (membres des FAC, nouveaux employés du GC, employés du GC et membres de la GRC) et les trois groupes clients (FAC, GC et GRC) présentent également de nombreuses particularités dans leurs activités courantes :</p> <p>d. Personnes-ressources des clients : Dans le contrat, on désigne des personnes-ressources distinctes par groupe client, plutôt qu'une seule pour l'ensemble du contrat relatif au PRI.</p> <p>e. Prestation de services : Deux modèles de prestation de services cohabitent, plutôt qu'un seul modèle pour l'ensemble du contrat. Dans le cas des membres des FAC, les services sont rendus en personne, alors que dans le cas des nouveaux employés du GC, des employés du GC et des membres de la GRC, les services sont rendus par téléphone.</p> <p>f. Politiques : Ce n'est pas une, mais bien quatre politiques qu'il faut gérer.</p> <p>g. Formation : Les groupes clients et les groupes d'utilisateurs disposent de plans de formation personnalisés en fonction de leurs systèmes, politiques et processus. Il n'y a donc</p> | | |
|--|---|--|--|

| | | | |
|--|--|--|--|
| | <p>pas un seul plan de formation pour l'ensemble du contrat.</p> <p>h. Équipes de prestation de services : Nous avons trois équipes distinctes de prestations de services (pour les FAC, le GC et la GRC), et non une seule.</p> <p>i. Facturation : La facturation repose sur des structures différentes. Les FAC fonctionnent avec un compte à solde zéro, alors que le GC et la GRC recourent à la préfacturation.</p> <p>Du fait des activités de nos sociétés affiliées canadiennes et américaines, nous connaissons très bien les contrats pour des services de réinstallation offerts aux entreprises. Ces contrats sont habituellement beaucoup moins volumineux et d'une portée beaucoup plus étroite que celui relatif au PRI. Dans le cas des contrats avec un seul client, un seul groupe d'utilisateurs, une seule politique et un seul modèle de prestation de services, nous reconnaissons qu'il y a bien une correspondance directe entre le contrat, d'une part, et le « compte » et la « mise en œuvre », de l'autre. Cela dit, nous ne connaissons aucun contrat de réinstallation dans le secteur privé qui couvrirait la diversité des exigences et des solutions figurant dans le contrat relatif au PRI.</p> <p>À notre avis, l'existence d'un seul contrat relatif au PRI ne répond qu'à un souci de commodité administrative du Canada : on simplifie le processus d'approvisionnement pour quatre services de réinstallation qui, dans les faits, sont distincts. Dans ce contexte, nous avançons que le regroupement des services de réinstallation en un seul ensemble à l'égard des critères C2 et C3 représente un désavantage injuste et déraisonnable pour l'entrepreneur titulaire.</p> | | |
|--|--|--|--|

| | | | |
|------|--|------|--|
| | Voilà pourquoi nous demandons respectueusement au Canada de revoir sa position et de considérer le contrat actuel relatif au PRI comme équivalent à quatre comptes (à l'égard du critère C2) et à quatre mises en œuvre (à l'égard du critère C3). | | |
| Q120 | <p>Modification 003 à la DP, R83 (page 6 de 18), retrait des cellules « Extérieur du Canada » du tableau 17</p> <p>Question : Dans la réponse R83, le Canada fait la mention suivante : « Prière de noter qu'il n'y a pas d'entrées à la soumission financière pour les taux/frais des fournisseurs de service tiers à l'extérieur du Canada. »</p> <p>Cependant, le tableau 17, intitulé « Frais de recherche de logements », contient une ligne « Extérieur du Canada ». On semble ainsi exiger de tels frais à l'extérieur du Canada.</p> <p>Question : Le Canada publiera-t-il une modification du tableau 17 pour éclairer les soumissionnaires à ce sujet?</p> | R120 | <p>Le Canada supprimera les cellules « Extérieur du Canada » du tableau 17.</p> <p>La section B de la modification à la demande de soumission suivra sous peu.</p> |
| Q121 | <p>L'article 19 des « Conditions générales – besoins plus complexes de services » indique ce qui suit : « Sauf disposition contraire dans le contrat, le droit de propriété sur les travaux ou toute partie des travaux appartient au Canada dès leur livraison et leur acceptation par ou pour le compte du Canada. » Veuillez confirmer que le Système de suivi des dépenses pour la gestion de l'information (et non les données générées par le système) et le site Web de services Web sécurisés ne sont pas de tels « travaux » appartenant au Canada.</p> <p>À cet égard, la section 6.1.6 de l'énoncé des besoins indique que « [l']entrepreneur doit fournir des copies électroniques des données et des documents du SSDGI [...] au moins 12 mois avant l'échéance du marché ».</p> | R121 | <p>Le Canada confirme qu'il ne sera pas propriétaire du SSDGI ni du Site Web de services web sécurisés; le Canada sera propriétaire des données.</p> |

| | | | |
|------|---|------|---|
| | <p>On ne mentionne pas que l'entrepreneur doit transférer la propriété et le contrôle du SSDGI au Canada. Le fait que le Canada ne possédera pas le SSDGI, conformément à l'article 19 des Conditions générales, est également corroboré à l'article 4.1.3 de l'énoncé des besoins, qui mentionne que « [l']entrepreneur doit mettre en œuvre et exploiter un SSDGI pour chacune des entités mentionnées dans le présent document ». Encore une fois, on ne mentionne pas que l'entrepreneur doit transférer la propriété du SSDGI au Canada. Par ailleurs, comme le SSDGI comprend une « application de base de données ou un programme disponible sur le marché qui a été modifié » (article 4.1.3 de l'énoncé des besoins), il pourrait s'avérer impossible pour un entrepreneur d'en transférer la propriété au Canada. Le SSDGI pourrait en effet contenir des composantes sur lesquelles l'entrepreneur ne disposerait d'aucun droit pour les transférer au Canada. De plus, l'article 4.1.9 de l'énoncé des besoins indique que l'entrepreneur « doit concevoir des services Web sécurisés et [...] en fournir l'accès », mais il ne prévoit pas le transfert de propriété des services Web au Canada.</p> | | |
| Q122 | <p>Annexe A, 4.1.10, FST</p> <p>Veuillez confirmer que l'exigence vise la capacité de fournir au membre un choix d'au moins trois agents immobiliers par lieu, et non trois courtiers immobiliers.</p> | R122 | <p>À la sous-section 4.1.10 Conclure et gérer des marchés de sous-traitance avec les FST, il est établi que : L'entrepreneur doit conclure et gérer divers marchés de sous-traitance avec les FST pour les services suivants : agents immobiliers, avocats, notaires, inspecteurs en bâtiment, évaluateurs résidentiels et agences de location. L'entrepreneur doit voir à ce que le membre des FAC ait accès à tous les services des FST, et</p> |

| | | | |
|------|---|------|--|
| | | | <p>ce, à un taux/prix qui ne dépasse pas celui qui a été prévu en fonction du marché.</p> <p>L'entrepreneur ne doit pas aiguiller les membres des FAC vers un FST en particulier. Dans les cas où le membre des FAC demande des références de FST à l'entrepreneur, celui-ci doit en soumettre au moins trois différents agents immobiliers à son attention, dans la mesure du possible.</p> |
| Q123 | <p>Annexe A, 4.1.3, SSDGI</p> <p>Pouvez-vous estimer le nombre de RT qui devra accéder au SSDGI?</p> | R123 | <p>Il y aura un responsable technique et environ 50 membres du personnel autorisés des FAC qui ont besoin d'un accès client au SSDGI.</p> |
| Q124 | <p>Les FAC auront-elles besoin de factures et de rapports en plusieurs devises?</p> | R124 | <p>Conformément à la politique du Programme de réinstallation intégrée des FC, tous les remboursements de prestations admissibles doivent être effectués en dollars canadiens.</p> |
| Q125 | <p>Annexe A, 4.1.6c, Exercice de simulation (ESBM)</p> <p>Les FAC peuvent-elles fournir un modèle ou un exemple?</p> | R125 | <p>Le Canada ne donnera pas d'exemple ni de modèle. Le soumissionnaire est tenu de satisfaire aux exigences décrites à la sous-section 4.1.6 de l'Annexe A.</p> |
| Q126 | <p>Question sur le retour de dossiers. L'article 7.4 de la DP indique ceci : « Sur demande de l'autorité contractante ou du responsable technique, ou lorsque le travail lié aux renseignements personnels est terminé, ou lorsque le contrat est terminé, selon le premier terme atteint, l'entrepreneur doit retourner tous les dossiers (y compris les copies), conformément à l'annexe A. » Pouvez-vous donner des précisions sur ce qui suit :</p> <p>a) Dans les conditions générales supplémentaires 4008 (2008-12-12), le terme <i>dossier</i> « désigne tout exemplaire papier ou des données sous forme lisible par machine comprenant des renseignements personnels ». Le terme <i>renseignements personnels</i> « désigne</p> | R126 | <p>a) Tous les renseignements recueillis sont considérés comme des renseignements personnels.</p> |

| | | | |
|--|--|--|--|
| | <p>tout renseignement qui concerne un individu identifiable, incluant le type de renseignements décrit dans la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> ». Il s'agit là d'une définition large. Nous demandons au Canada d'indiquer ce qui constitue les « renseignements personnels » qui doivent être retournés au Canada conformément à l'article 7.4 de la DP.</p> <p>b) Il n'est pas évident de déterminer quelles dispositions de l'annexe A régissent le renvoi de « tous les dossiers ». Veuillez préciser par quel moyen il faut retourner les documents papier et les données.</p> <p>c) L'entrepreneur pourrait devoir, en vertu de la loi, conserver des registres pour une période précise. Par exemple, l'article 230 de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (expliquée dans la circulaire d'information n° IC78-10R5 en matière d'impôt sur le revenu de l'ARC) et la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> (décrite dans le memorandum 15.1 sur la TPS/TVH) exigent que les entreprises conservent leurs registres (y compris les enregistrements sources) pendant au moins six ans. Le service prévoit qu'un courtier immobilier peut faire l'objet d'exigences en matière de conservation de document imposées par le CANAFE en vertu de la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i>. De plus, l'article 31 des conditions générales 2035 – Besoins plus complexes de services indique que l'entrepreneur doit conserver les registres au moins six ans. Parmi les registres que l'entrepreneur doit conserver (y compris les documents sources) conformément à ce qui précède (et à d'autres exigences</p> | | <p>b) Veuillez vous reporter à l'Annexe A, EBO 6.1.3, 6.1.6 et 6.1.7.</p> <p>c) Dans la présente DP, l'entrepreneur n'est pas tenu de tenir des dossiers sources pour les prestations de réinstallation des membres des FAC.</p> |
|--|--|--|--|

| | | | |
|------|---|------|---|
| | <p>semblables prévues par la loi), notons les renseignements tels que le nom du client déménagé, son ancienne adresse, son adresse actuelle et ses coordonnées. Les documents qui contiennent de tels renseignements sont-ils touchés par la définition de « tous les dossiers » qui doivent être renvoyés au Canada? Si oui, le Canada prolongera-t-il la période de renvoi ou de destruction de « tous les documents » afin de la faire concorder avec les exigences prévues par la loi de conserver les documents opérationnels à la condition que les documents soient conservés de façon sécuritaire, comme l'indique la DP?</p> | | |
| Q127 | <p>Question relative à l'attestation de sécurité du gestionnaire de prestation du programme.</p> <p>À l'article 3.2c)(i) de la DP, on semble exiger que le gestionnaire de prestation du programme possède une attestation de sécurité non précisée au moment de la soumission ou pendant l'évaluation des soumissions. Cette disposition est incohérente avec les autres dispositions de la DP qui indiquent qu'il n'est pas obligatoire de satisfaire aux exigences en matière de sécurité au moment de la soumission, mais qu'il le faut à une date précise après l'attribution du contrat. Veuillez confirmer que le gestionnaire de prestation du programme n'a pas à satisfaire les exigences en matière de sécurité au moment de la soumission ou pendant l'évaluation des soumissions. Si le Canada a l'intention d'exiger que le gestionnaire de prestation du programme respecte les exigences en matière de sécurité (qui ne sont pas précisées à l'article 3.2c)(ii) de la DP), veuillez préciser :</p> | R127 | <p>La sous-section 3.2(c)(ii) prévoit que le soumissionnaire communique le niveau de l'autorisation de sécurité actuel du GPP.</p> <p>Le Canada confirme que le GPP n'a pas à respecter les autorisations de sécurité au moment de la clôture des soumissions ni pendant la période d'évaluation. Toutes les exigences en matière de sécurité doivent être respectées deux mois avant la date d'entrée en vigueur des services.</p> <p>À la sous-section 3.2(c)(ii), on demande des renseignements sur le niveau d'autorisation de sécurité actuel du GPP, non pas l'exigence en matière de sécurité du GPP. Pour connaître les exigences en matière de sécurité, consultez la section 7.5.</p> |

| | | | |
|------|---|------|---|
| | <p>a) le formulaire de demande d'attestation de sécurité mentionné à l'article 3.2c)(ii);</p> <p>b) le niveau d'attestation de sécurité requis pour se conformer à l'article 3.2c)(ii);</p> <p>c) la période de validité de l'attestation de sécurité requise pour se conformer à l'article 3.2c)(ii);</p> <p>d) le numéro du formulaire Certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité requis pour se conformer à l'article 3.2c)(ii);</p> <p>e) la façon d'obtenir l'attestation de sécurité requise.</p> <p>Nous souhaiterions obtenir ces précisions pour un gestionnaire de prestation du programme situé aux États-Unis, qui serait citoyen américain ou résident permanent de ce pays, et pour un autre situé au Canada, qui serait citoyen canadien ou résident permanent de ce pays.</p> <p>Si le Canada a l'intention d'exiger que le gestionnaire de prestation du programme respecte les exigences en matière de sécurité (qui ne sont pas précisées à l'article 3.2c)(ii) de la DP), nous demandons à ce que la date de clôture de la DP soit repoussée afin que nous puissions nous conformer à ces exigences qui ne sont pas encore indiquées.</p> | | <p>L'autorisation de sécurité nécessaire doit être obtenue conformément à la section 7.5.</p> <p>Le Canada ne prolonge pas la date à laquelle l'invitation prend fin, puisque la sous-section 3.2(c) prévoit que les renseignements sur le niveau d'autorisation de sécurité actuel du GPP doivent être fournis.</p> <p>Si celui-ci ne détient aucune autorisation de sécurité applicable, le soumissionnaire peut indiquer « sans objet ».</p> |
| Q128 | <p>Question relative à la facturation</p> <p>L'article 7.11 de la DP et l'article 12 des Conditions générales – besoins plus complexes de services présentent les instructions relatives à la facturation, notamment l'exigence stipulant que l'entrepreneur « doit soumettre des factures électroniques ».</p> <p>Quelles sont les attentes du Canada quant à la soumission des factures</p> | R128 | <p>Des factures électroniques peuvent être envoyées par courriel au responsable technique par l'intermédiaire du portail Web sécurisé. La présentation de factures électroniques ne comporte aucuns frais.</p> |

| | | | |
|------|--|------|---|
| | électroniques? Par exemple, le Canada s'attend-il à ce que les factures soient soumises par courriel ou exploite-t-il un système conçu pour la soumission des factures électroniques (que ce soit en son propre nom ou par l'intermédiaire d'un fournisseur de services tiers)? De plus, des frais seront-ils facturés par le Canada ou le fournisseur de services tiers (s'il y a lieu) pour la soumission des factures électroniques? | | |
| Q129 | <p>Question relative à l'annexe A, 3.1 et 3.2</p> <p>Les FAC peuvent-elles dire qui gérera et fermera les dossiers de réinstallation en cours au moment de la mise en œuvre ou à la date d'entrée en vigueur des services? L'entrepreneur titulaire ou le nouvel entrepreneur? S'ils sont gérés par le nouvel entrepreneur, quel sera le volume approximatif de ces dossiers?</p> <p>En date du 1^{er} décembre, y aura-t-il des dossiers transférés ou uniquement de nouveaux dossiers? Quel sera le modèle? La carte de réinstallation servira-t-elle également aux dossiers transférés?</p> | R129 | L'entrepreneur ne sera responsable que de l'administration des dossiers autorisés à la date d'entrée en vigueur des services. On ne prévoit pas de transfert de dossiers (c.-à-d. les dossiers de réinstallation déjà ouverts) à l'entrepreneur en vertu du marché. |
| Q130 | <p>Question relative à l'annexe A, 5.1.2b</p> <p>À compter de quel jour commence le délai de cinq jours ouvrables pour fournir la carte de réinstallation au membre? S'agit-il du jour du premier contact entre l'entrepreneur et le membre ou le jour de l'inscription du membre pour soumettre une demande de réinstallation?</p> | R130 | Les cinq jours débuteraient à partir de la date du contrat initial de l'entrepreneur avec le membre des FAC (dans les deux jours suivant l'inscription) mentionné à la sous-section 5.1.4 de l'Annexe A. |
| Q131 | <p>Question relative à l'annexe A, 5.2.5</p> <p>Le Rapport quotidien des sommes versées sur les cartes de réinstallation doit-il être sous forme de feuille de calcul interactive dont le contenu peut être trié ou sous forme de fichier PDF?</p> | R131 | Conformément à la sous-section 4.1.3 de l'Annexe A, « toutes les applications et les bases de données de même que tous les programmes utilisés par l'entrepreneur doivent être dotés d'une fonction d'exportation de |

| | | | |
|------|--|------|--|
| | | | <p>fichiers MS Access, MS Excel, MS Word... ».</p> <p>Le rapport des Laboratoires de recherches chimiques pour la Défense doit être présenté sur une feuille de calcul pouvant être triée et regroupée selon le numéro d'autorisation de déménagement</p> |
| Q132 | <p>Les FAC verseront des fonds sur la carte de réinstallation. Comment comptent-elles procéder? Les FAC doivent-elles avoir accès au système de traitement des cartes?</p> | R132 | <p>L'entrepreneur doit charger la carte de réinstallation. Les FAC financeront le compte. La façon dont l'entrepreneur chargera les cartes de réinstallation sera établie lorsqu'il ouvrira le compte auprès de l'institution financière.</p> <p>Selon la sous-section 5.1.2. de l'énoncé des besoins, l'entrepreneur est tenu de prendre des dispositions auprès d'une institution financière canadienne pour offrir le service de cartes de réinstallation qui sera financé par les FAC par suite du Rapport quotidien des sommes versées sur les cartes de réinstallation.</p> <p>L'entrepreneur doit prévoir un compte que les FAC pourront renflouer directement.</p> <p>L'entrepreneur n'aura pas à engager des coûts, puisque les fonds chargés sur les cartes de réinstallation proviendront d'un compte financé par les FAC, non du compte de l'entrepreneur.</p> <p>Le montant transféré par les FAC à l'institution financière sera fonction du montant chargé sur toutes les cartes de réinstallation la veille.</p> |
| Q133 | <p><i>Veillez recueillir les exigences relatives au portail des EMPLOYÉS, c'est-à-dire la capacité de débloquer des fonds, de verser des fonds, etc.</i></p> | R133 | <p>Pour tous les remboursements admissibles, il faut présenter une copie électronique des pièces justificatives, afin que l'entrepreneur</p> |

| | | | |
|------|--|------|---|
| | Les transactions nécessitent-elles toutes une justification, indépendamment du mode de paiement (chèque, retraits de montant en espèces et carte)? | | puisse effectuer un rapprochement avec le dossier du membre des FAC. Il est à noter que ce sont les frais de retrait en espèces, non pas les retraits eux-mêmes qui nécessitent des pièces justificatives. |
| Q134 | Que doit faire l'entrepreneur si certaines transactions ne sont pas approuvées? L'entrepreneur doit-il envoyer des « rapports de classements chronologiques » de ces transactions ou bien doit-il faire autre chose? | R134 | L'énoncé des besoins ne fait aucune référence à un « rapport de classement chronologique ». Si le membre des FAC a demandé un remboursement de dépenses non admissibles en vertu du Programme de réinstallation intégrée des FC et qu'il n'a pas une lettre de règlement approuvé, l'entrepreneur n'aura rien à faire. Si le membre des FAC a obtenu l'enveloppe en fonction du règlement, l'entrepreneur devra alors lui verser les prestations. Si le membre a déjà reçu des fonds au moyen du chargement d'une carte de réinstallation et que le règlement a été refusé ou n'a pas été demandé, l'entrepreneur devra obtenir un recouvrement auprès du membre. |
| Q135 | Page 32, 1.2 Critères techniques cotés par points – C3- Gestion de la phase de mise en œuvre – Nous sommes préoccupés par le fait que le gouvernement exige une expérience similaire et pertinente au programme des FAC. Il n'existe rien de similaire au programme des FAC. | R135 | La réponse à la question 92 de la modification 003 est remplacée par ce qui suit : Le Canada s'attend à ce que le soumissionnaire démontre qu'il possède de l'expérience dans les réinstallations, y compris le traitement des prestations et des exceptions. Selon la réponse 3 modifiée (voir la question 19 de la modification 001), le soumissionnaire doit fournir le nom du gestionnaire proposé et donner des détails sur son expérience, y compris la nature des services transférés, mis sur pied ou mis en œuvre; indiquer si cette mise sur pied ou mise en œuvre a été réalisée dans le délai et le budget |

| | | | prévus; énumérer les répercussions sur les finances, les RH et les TI; et fournir toute autre information établissant la conformité ou la pertinence avec les biens immobiliers des FAC. | | | | | | | | |
|-------------|--|-------------|---|-------------|----------------------------|-------------|----------------------------|---|------|----|------|
| Q136 | Le 1er mars, lors de la conférence des soumissionnaires, le Canada a parlé du processus d'évaluation des soumissions en deux phases décrites à la partie 4 de la DP. Plus précisément, il a été mentionné que le pouvoir discrétionnaire existe lorsqu'on applique la phase 1 en deux étapes du processus d'évaluation des soumissions. Veuillez préciser quel discrétion a le Canada en ce qui concerne la phase 1 en deux étapes du processus? | R136 | Même si le Canada a déclaré à la conférence des soumissionnaires qu'il exercerait un certain pouvoir discrétionnaire quant au recours au processus d'évaluation en deux étapes, il ne compte pas exercer de pouvoir discrétionnaire tout au long du processus d'évaluation. Comme il est décrit à la Partie 4 de la DP, le processus en deux étapes s'appliquera à tous les soumissionnaires qui ne respectent pas une exigence obligatoire ou une exigence cotée ayant une note de passage minimale. | | | | | | | | |
| Q137 | Page 13, point 3.1.e), Expérience de la coentreprise Cette clause stipule qu'il est impossible de combiner l'expérience de deux membres d'une coentreprise, ce qui semble nuire à la concurrence. Pourriez-vous expliquer pourquoi les membres d'une coentreprise ne peuvent pas combiner leurs expériences pour obtenir les points lié à un critère en particulier? | R137 | La capacité de chaque entité de présenter une soumission, qu'il s'agisse d'un seul organisme ou une coentreprise, doit répondre à chaque exigence. Par exemple, si une exigence des appels pour le soumissionnaire d'avoir au moins une année continue d'expérience des affaires, le Canada ne serait pas accepter qu'une coentreprise formée de 12 entreprises, chacune avec 1 mois d'expérience, pourrait mettre en commun leur expérience et prétendre avoir 1 an. | | | | | | | | |
| Q138 | Annexe A, feuilles de calcul financières Question : Les FAC peuvent-elles indiquer le nombre de dossiers (pendant le dernier contrat ou dans une année moyenne) qui ont été traités dans chaque période suivante à partir de la date de début? 1 mois, 2 mois, 3 mois, 4 mois, 5 mois, 6 mois, 7 mois, 8 mois, 9 mois, 10 mois, 11 mois, 12 mois, 13 mois, 14 mois, 15 mois, 16 mois, 17 mois, 18 mois, | R138 | Au cours du présent contrat, le tableau suivant illustre le nombre moyen de dossiers à l'intérieur des intervalles rapprochés l'a indiqué. <table border="1"> <thead> <tr> <th>Intervale #</th><th>Nombr e moyen de dossier s</th><th>Intervale #</th><th>Nombr e moyen de dossier s</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>3.1%</td><td>13</td><td>1.3%</td></tr> </tbody> </table> | Intervale # | Nombr e moyen de dossier s | Intervale # | Nombr e moyen de dossier s | 1 | 3.1% | 13 | 1.3% |
| Intervale # | Nombr e moyen de dossier s | Intervale # | Nombr e moyen de dossier s | | | | | | | | |
| 1 | 3.1% | 13 | 1.3% | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|---|----|--|---|------|----|------|---|------|----|------|---|-------|----|------|---|-------|----|------|---|-------|----|------|---|-------|----|------|---|------|----|------|---|------|----|------|----|------|----|------|----|------|----|------|----|------|----|------|
| | <p>19 mois, 20 mois, 21 mois, 22 mois, 23 mois, 24 mois et plus?</p> <p>Il importe de disposer de telles données pour projeter les flux de trésorerie et ainsi prévoir un fonds de roulement suffisant dont on tiendra compte dans la soumission financière. Sans elles, l'entrepreneur risque de ne pas pouvoir financer et réaliser les activités pendant la durée du contrat s'il s'avérait qu'il s'était trompé dans ses hypothèses concernant la durée de traitement des dossiers. Le fait de ne pas communiquer cette information pourrait également avantager l'entrepreneur titulaire, qui connaît déjà le calendrier des entrées de fonds.</p> | | <table border="1"> <tr><td>2</td><td>4.9%</td><td>14</td><td>0.9%</td></tr> <tr><td>3</td><td>8.9%</td><td>15</td><td>0.8%</td></tr> <tr><td>4</td><td>11.2%</td><td>16</td><td>0.6%</td></tr> <tr><td>5</td><td>12.8%</td><td>17</td><td>0.6%</td></tr> <tr><td>6</td><td>13.5%</td><td>18</td><td>0.7%</td></tr> <tr><td>7</td><td>11.2%</td><td>19</td><td>0.7%</td></tr> <tr><td>8</td><td>8.6%</td><td>20</td><td>0.7%</td></tr> <tr><td>9</td><td>6.3%</td><td>21</td><td>0.5%</td></tr> <tr><td>10</td><td>5.1%</td><td>22</td><td>0.4%</td></tr> <tr><td>11</td><td>3.3%</td><td>23</td><td>0.3%</td></tr> <tr><td>12</td><td>2.1%</td><td>24</td><td>1.5%</td></tr> </table> <p>Peu importe le moment où surviennent les frais d'administration ont été versés, le dossier est encore à être administrés en conformité avec la politique du PRI FC les limites de temps.</p> <p>Le Canada ne justifie pas que ces données historiques fournissent une indication exacte du total des réinstallations dans l'avenir.</p> | 2 | 4.9% | 14 | 0.9% | 3 | 8.9% | 15 | 0.8% | 4 | 11.2% | 16 | 0.6% | 5 | 12.8% | 17 | 0.6% | 6 | 13.5% | 18 | 0.7% | 7 | 11.2% | 19 | 0.7% | 8 | 8.6% | 20 | 0.7% | 9 | 6.3% | 21 | 0.5% | 10 | 5.1% | 22 | 0.4% | 11 | 3.3% | 23 | 0.3% | 12 | 2.1% | 24 | 1.5% |
| 2 | 4.9% | 14 | 0.9% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 | 8.9% | 15 | 0.8% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 | 11.2% | 16 | 0.6% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 | 12.8% | 17 | 0.6% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 | 13.5% | 18 | 0.7% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 | 11.2% | 19 | 0.7% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 | 8.6% | 20 | 0.7% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 | 6.3% | 21 | 0.5% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 | 5.1% | 22 | 0.4% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11 | 3.3% | 23 | 0.3% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 12 | 2.1% | 24 | 1.5% | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

SECTION B: MODIFICATIONS À LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

Modification n°31

Annexe A – Énoncé des exigences, 4.1.10, version modifiée, Conclure et gérer des marchés de sous-traitance avec les FST, insérer la nouvelle phrase ci-dessous après la première phrase du paragraphe :
« Prenez note que le Canada n'est pas partie aux marchés de sous-traitance avec les FST. »

Modification n°32

Pièce-jointe 1 de la partie 4, Procédures d'évaluation technique, 1.2 Critère technique coté C2 – Gestionnaire de la prestation de programme (GPP) : remplacer la section Guide de cotation C2 par le texte ci-dessous.

Jusqu'à 50 points seront accordés pour l'expérience et les capacités démontrées de la personne proposée :

50 points : La personne proposée a géré plus de 5 000 réinstallations au cours des trois derniers exercices (2013-2014 et 2015), et les références fournies par le ou les clients attestent que les exigences en matière de prestation de services de biens immobiliers des FAC semblables ont été respectées;

40 points : La personne proposée a géré plus de 2 500 réinstallations au cours des trois derniers exercices (2013-2014 et 2015), et les références fournies par le ou les clients attestent que les exigences en matière de prestation de services de biens immobiliers des FAC semblables ont été respectées;

30 points : La personne proposée a géré plus de 500 réinstallations au cours des trois derniers exercices (2013-2014 et 2015), et les références fournies par le ou les clients attestent que les exigences en matière de prestation de services de biens immobiliers des FAC semblables ont été respectées;

0 point : Aucun renseignement n'est fourni ou aucune expérience pertinente n'est établie.

Modification n°33

Pièce-jointe 1 de la partie 4, Procédures d'évaluation technique, 1.2 Critère technique coté C4 – Gestion financière : supprimer le point 5.1.10 dans la section Instructions pour la préparation des soumissions.

Modification n°34

Annexe A – Énoncé des exigences, 4.1.6, Exercice de simulation – Bureau modèle (ESBM), insérer le texte ci-dessous après le premier paragraphe et avant « Les détails suivants s'appliquent : »

La méthodologie recommandée pour une évaluation des risques et de la menace est la méthodologie harmonisée d'évaluation des menaces et des risques, octobre 2007 https://www.cse-cst.gc.ca/fr/system/files/pdf_documents/tra-emr-1-f.pdf

ou le Guide de gestion intégrée du risque du Conseil du Trésor (<http://www.tbs-sct.gc.ca/hgw-cgf/pol/rm-gr/girm-ggir/girm-ggirtb-fra.asp>)

Modification #35:

À l'annexe A, item 5.1.2, Carte de réinstallation avec solde dégressif, pour corriger une mauvaise référence à « 5.1.16 » au lieu de « 5.1.15 », remplacer l'item « E. » dans son intégralité, de ce qui suit:

- e. Il rapproche les dossiers de réinstallation des membres des FAC conformément à la disposition 5.1.15, Suivi et rapports concernant les dépenses.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DE LA DEMANDE D'INVITATION DEMEURENT INCHANGÉES